



Communiqué de presse

Lundi 12 novembre 2012

### **Les ONG ne veulent pas d'un débat faussé**

**Alors que les membres du comité de pilotage du futur débat sur la transition énergétique ont été annoncés samedi matin, sans concertation avec les ONG et associations de protection de l'environnement, celles-ci jugent incompréhensibles à la fois la méthode employée et la composition de ce comité. Elles sont de plus en plus réservées sur un débat qui démarre sur de telles bases.**

La conférence environnementale devait acter le changement de méthode voulu par le gouvernement, plaçant la concertation au centre des décisions. Étant donné le rôle crucial du comité de pilotage, les ONG et associations de protection de l'environnement avaient demandé à être associées au choix des personnes qui seraient retenues. Pour elles, le comité de pilotage devait être composé de personnalités indépendantes, ayant une grande pratique du débat public et garantes de son caractère démocratique.

Sans qu'aucune réponse n'ait été apportée par le ministère de l'écologie depuis la conférence environnementale et malgré l'assurance donnée par Matignon que l'organisation du débat ne serait pas validée sans consultation des parties prenantes, c'est par la presse qu'ont été révélés les noms des membres du comité de pilotage samedi matin.

Les ONG et associations de protection de l'environnement sont profondément déçues et se sentent interpellées par la méthode, mais encore davantage par le choix des personnes nommées. Alors qu'un comité de pilotage nécessite des personnalités de dialogue, aptes à animer un débat tout en gardant la plus grande neutralité, le gouvernement semble vouloir donner une place de choix au lobby du nucléaire avec deux membres sur six au sein de l'instance sensée servir de « cerveau » au futur débat sur la transition énergétique. De plus, la ministre de l'écologie présidera ce comité de pilotage, la rendant ainsi juge et partie d'un débat public qui est sensé lui remettre des recommandations.

S'agissant d'une question aussi cruciale pour l'avenir de la France, le gouvernement aurait dû prendre de la hauteur et proposer un comité de pilotage capable de porter une vision neutre, dépassionnée et garante de la réussite du processus. Au lieu de mettre en place une organisation propre à favoriser la participation des citoyens, la créativité et l'intelligence collectives, le gouvernement pose un cadre qui semble emmener le débat à marche forcée vers des conclusions déjà écrites.

**Nous demandons qu'au moins un des deux représentants de la filière nucléaire quitte ce comité et qu'un rééquilibrage soit réalisé, notamment en intégrant un représentant du monde de l'efficacité énergétique et en instaurant une présidence neutre.**

Si la composition du comité de pilotage, telle qu'elle a été annoncée dans la presse, devait se confirmer, c'est l'intérêt et le principe même du débat qui seraient remis en cause.